



HAL
open science

Soudan: l'effondrement du rêve islamiste

Salah Ahmed Babiker

► **To cite this version:**

Salah Ahmed Babiker. Soudan: l'effondrement du rêve islamiste. Relations internationales et stratégiques, 1994, hiver (16), pp.114-119. hal-00425450

HAL Id: hal-00425450

<https://confremo.hal.science/hal-00425450>

Submitted on 30 Nov 2009

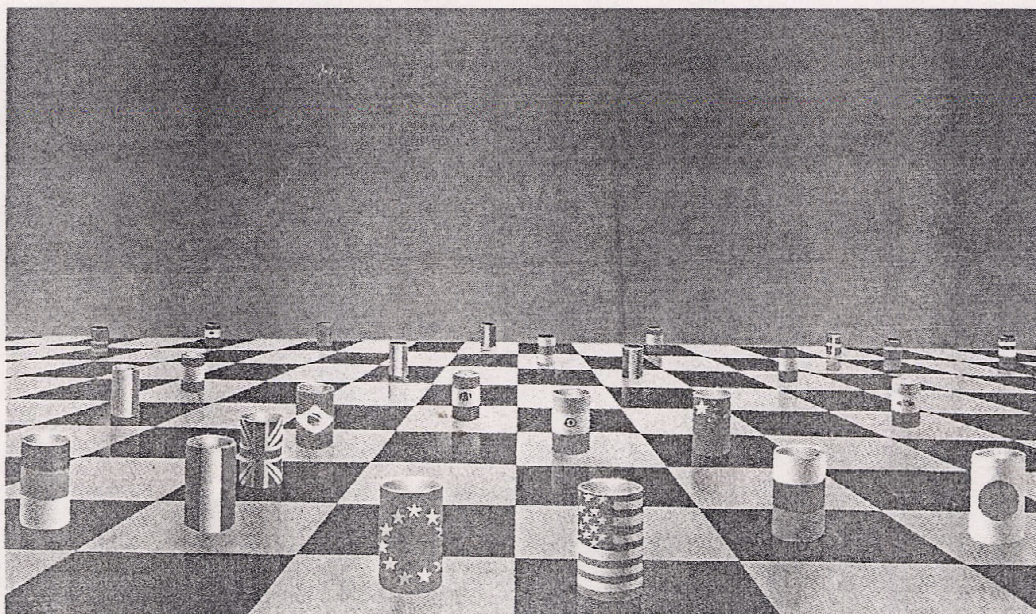
HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

N° 16 ■ HIVER 1994

RELATIONS INTERNATIONALES ET STRATÉGIQUES

PROCHE-ORIENT
ET MAGHREB :
LES POUVOIRS ÉCARTELÉS



Soudan : l'effondrement du rêve islamiste



Salah AHMED BABIKER *

Cinq ans après le coup d'État militaire qui a porté le Front national islamique du Dr. Hassan el-Tourabi au pouvoir à Khartoum ¹, il est désormais possible de porter un jugement, sans doute définitif, sur l'expérience islamiste soudanaise.

L'échec de celle-ci est en effet patent, selon les critères mêmes de ses promoteurs, et le régime n'apparaît plus que comme une dictature essoufflée, régnant par la terreur sur un peuple désabusé et épuisé.

Un contrôle social totalitaire

Les services de sécurité, pilier sans lequel le régime s'effondrerait sur l'instant, constituent un appareil protéiforme, qui a acquis une redoutable efficacité dans la surveillance de la vie privée et sociale de chaque individu.

Ces services n'ont rien d'islamique : dirigés par les tortionnaires du régime de Nimairi, comme le général Fateh Erwa qui a négocié la livraison de Carlos à la France, étoffés de jeunes délinquants formés par des spécialistes iraniens, ils créent l'effroi, dans les « *ghost house* » où disparaissent opposants réels ou potentiels, par la transgression systématique de toutes les valeurs, et de tous les tabous sur lesquels repose l'identité culturelle soudanaise, largement fondée sur l'islam : humiliations, violences et tortures sexuelles sont de règle et des actes symboliques, telle la flagellation en public des femmes qui, pour subsister, fabriquent l'alcool local, l'aragi, choquent fortement l'opinion.

Mais cette répression sans cesse à l'affût n'est que l'aboutissement d'un contrôle social omniprésent, à travers un maillage d'organisations « de masse », étroitement contrôlées par le FNI, sur le modèle du parti-État soviétique.

Sur le lieu de résidence, ce sont les comités de quartier qui contrôlent les agissements de la population. Chargés de la délivrance de documents administratifs et de la distribution de rations alimentaires, ils disposent de moyens de pression efficaces pour promouvoir la « mobilisation populaire ».

* Universitaire.

1. Voir l'article de Roland Marchal « Le Soudan entre islamisme et dictature militaire », *Maghreb-Machreq*, n° 137, juillet-septembre 1992, pp. 56-79.

Sur le lieu de travail, ouvriers et fonctionnaires (qui doivent faire serment d'allégeance au régime) sont astreints à des périodes d'entraînement au sein des Forces de défense populaire. En tenue de bagnard, isolés dans des camps loin de leur domicile, ils sont soumis à une préparation militaire et à un endoctrinement tant nationaliste que religieux, qui peut se terminer par l'envoi au front, dans les marais du Sud où la guerre continue de faire rage.

Au centre du système répressif se trouve le Code pénal islamique, avec ses « *budud* », châtiments corporels tels que l'amputation d'une main pour vol, flagellation pour consommation d'alcool, ou encore lapidation de la femme adultère. Toutes mesures qui sont considérées comme barbares, moyen-âgeuses et disproportionnées par la majorité de la population pourtant constituée de pieux musulmans.

Ces « *budud* », que l'on voit contestés même au sein des partis religieux traditionnels, ne sont encore défendus, hors du FNI, que par l'ex-Premier ministre déposé Sadiq el-Mahdi, qui s'était obstinément opposé à l'abrogation des lois islamiques durant la période parlementaire 1986-1989.

Fondements sociologiques du régime islamiste

En fait, ce régime repose sur une base sociologique, historique et culturelle très différente de celle des mouvements analogues qui fleurissent dans le monde arabe et musulman. Cela explique à la fois sa réussite dans l'accès et le maintien au pouvoir, et son impuissance à procéder à la refonte rêvée de la société.

La période coloniale (Condominium anglo-égyptien de 1899 à 1956) n'a pas été traumatisante pour la société et la culture soudanaises, mais au contraire, par l'*indirect rule* qui s'appuyait sur les hiérarchies tribales et religieuses, la « *pax britannica* » permit au Soudan de se relever, après les désordres et les souffrances de la *Turkiya* (l'occupation égyptienne de 1821 à 1885) et de la *Mahdiya* (règne du Khalifa Abdullahi de 1885 à 1898).

Ce n'est qu'après la Seconde Guerre mondiale qu'ont surgi dans le champ politique, venues d'Égypte, deux forces modernistes concurrentes : le Parti communiste soudanais et les Frères musulmans. Animés par de jeunes intellectuels en rupture avec leur milieu tribal et confrérique¹, et par des militants implantés dans le secteur moderne de l'économie, tous deux proposent d'arracher leur pays d'abord à la tutelle coloniale, puis aux deux appareils confrériques qui se partagent le pouvoir politique et économique à l'Indépendance : d'un côté, la *Khatmiya* et son expression politique, le Parti Unioniste Démocratique, de l'autre la *Mahdiya* et son parti Oumma.

Mais, malgré leur habileté tactique et le soutien qu'ils reçoivent d'Arabie Saoudite et des pays Occidentaux qui apprécient leur anti-communisme et anti-nassérisme virulents², les Frères musulmans ne deviendront jamais un

2. C'est ainsi que Hassan el-Tourabi fera ses études de Droit à Paris, au début des années 60.

parti de masse, la légitimité politique et religieuse demeurant investie dans les deux confréries majeures, et dans la cinquantaine de congrégations soufies qui structurent l'Islam soudanais³.

Au sein même du courant néo-hanbalite, la ligne de Hassan el-Tourabi est minoritaire.

Politicien formé en Occident, tout entier tourné vers la prise du pouvoir, il doit se séparer du mouvement des Frères musulmans, plus spiritualiste, qui demeure sous la conduite d'Al-Sadiq Abdel Magid, et s'oppose violemment tant au Ansar el-Sunna qu'au parti démocratique fondamentaliste des Frères républicains.

Devenu l'une des figures de proue du régime de Nimeiri à partir de 1978 (secrétaire général de l'Union socialiste soudanaise, ministre de la Justice, puis conseiller et bras droit du président), Hasssan El-Tourabi obtiendra en janvier 1985 la pendaison, suivie de la crucifixion pour apostasie, du vénérable leader des Frères républicains Mahmoud Mohamed Taha.

Celui-ci s'est en effet élevé contre la mascarade que constituent à ses yeux les lois islamiques imposées en septembre 1983, alors que le régime sombre dans l'incurie et la corruption laissant la famine faire 300 000 victimes.

Après « l'intifada » du 6 avril 1985, qui met un terme à 16 ans de règne de Nimeiri, Hassan el-Tourabi se refait très vite une virginité.

Redoutable organisateur, alimenté de subsides illimités en provenance d'Arabie Saoudite et du Golfe, et s'appuyant sur les structures mises en place en huit ans passés au cœur de l'appareil d'État, il enlève 51 sièges, contre 99 pour l'Oumma, et 66 pour le PUD aux élections parlementaires du 6 avril 1986.

Mais 28 des sièges conquis sont des sièges de « diplômés », un collège spécial dont le FNI s'est adjudgé la quasi-totalité grâce à son travail auprès de la communauté expatriée en Arabie et une judicieuse répartition de ces voix entre les circonscriptions.

Officiellement dans l'opposition il n'en réussit pas moins, souvent avec l'accord tacite du Premier ministre, Sadiq el-Mahdi, à bloquer le règlement de la question du sud, et l'abolition des lois islamiques.

La « Révolution de Salut national »

Le coup d'État du 30 juin 1989 permet à Hassan el-Tourabi d'écarter la menace d'une avancée sur ces deux questions, qui signifierait sa marginalisation sur la scène politique.

Le coup d'État se veut « révolution de salut national ». En effet, derrière le général Omer el-Béchir, chef de l'État qui occupe le devant de la scène et multiplie les discours mobilisateurs mais sans disposer d'aucun pouvoir, les

3. Voir l'article de Gérard Prunier « Les Frères musulmans au Soudan : un islamisme tacticien », *Le Soudan contemporain*, sous la direction de Marc Lavergne, Éditions Karthala, CERMOC 1989, pp. 359-380.

hommes du FNI se mettent à la tâche, avec une détermination qui tranche sur l'indolence des régimes précédents :

1. Réforme administrative, avec l'institution d'un fédéralisme étendu : le pays est divisé en une quinzaine d'États (*Wilayat*) dotés de ministères complets.

En réalité le pouvoir reste concentré entre les mains du gouvernement central, représenté par un gouverneur militaire, et par la hiérarchie parallèle, clandestine, des militants du FNI.

2. Vaste épuration de la fonction publique et de l'armée de tous les éléments peu favorables au régime, remplacés par de jeunes militants peu qualifiés, mais vierges de toute influence occidentale.

3. Mobilisation populaire pour le développement :

– financement par des contributions obligatoires de grands travaux (construction de routes, creusement de canaux d'irrigation...);

– politique d'autosuffisance dans tous les domaines.

On veut « déchirer la facture du blé », en le plantant à la place du coton, premier pourvoyeur de devises, et l'on entreprend de relancer la prospection et de démarrer la production pétrolière, avec des techniciens locaux en lieu et place des Américains.

4. Tentative de réduire par les armes la rébellion du Sud, et, sous couvert de *Djihad*, de nettoyer de sa population civile, pour y implanter des colons arabo-musulmans, et en exploiter les terres fertiles et bien arrosées, et le pétrole.

Il ne s'agit là que d'un renforcement de la politique suivie par le régime parlementaire de Sadiq el-Mahdi, avec l'implication, nouvelle, de la population du Nord appelée à coloniser et à islamiser le Sud.

En 1992, l'armée, qui a reçu 300 millions de dollars d'armements chinois payés par l'Iran, récupère presque tout le terrain perdu face au SPLA depuis 1987.

A ses côtés combattent les forces de Défense populaire, où se mêlent chômeurs raflés dans les rues de Khartoum, étudiants et fonctionnaires « fortes têtes », qui fournissent un lourd tribut aux rangs des « martyrs ».

Quand l'erreur tourne à la tragédie

Les résultats de ces efforts sont décevants : à la coercition qui pèse sur eux, les Soudanais, amers et désespérés, opposent leur force d'inertie.

Au sein du FNI, les militants sincères et intègres sont en minorité ; la corruption fait des ravages jusque dans la famille du « cheikh » Hassan el-Tourabi tandis que les hommes d'affaires du mouvement font main basse sur l'économie, spoliant les grandes familles confrériques et la communauté des entrepreneurs syro-libanais ou coptes installés de longue date. Les unités rentables du secteur public sont privatisées et les opérateurs du FNI manipulent lois et règles commerciales à leur guise, pour tirer le bénéfice maximum de l'octroi des licences d'importation et des appels d'offre gouvernementaux.

Les banques, qui appliquent en théorie des principes « islamiques », ne se

livrent plus, en réalité, qu'à des opérations purement commerciales et spéculatives à haute marge bénéficiaire : prêts de campagne (dont le rendement réel équivaut à l'usure traditionnelle, le *shail*, c'est-à-dire aisément 60 % par an), import-export en immobilier de luxe (pour le placement des revenus des immigrés). Le ministre des Finances Abderrahim el-Hamdi, ancien dirigeant de la banque Faycal (et de la Banque mondiale) applique une politique monétariste qui entraîne une dévaluation vertigineuse de la monnaie. Celle-ci permet de financer la guerre, la multiplication des appareils de sécurité et de contrôle social, mais elle ruine la population. Les salaires s'effondrent bien en deçà du seuil de subsistance. Les paysans, découragés, cessent d'alimenter les villes, et même les envois des 2 millions de Soudanais expatriés ne suffisent plus à faire vivre décemment les familles demeurées au pays.

Dès lors, la politique économique et monétaire suit des fluctuations erratiques : au libéralisme succèdent des accès de dirigisme, mais sans effet sur la paupérisation généralisée.

Les caisses sont désespérément vides, la dette publique dépasse 15 milliards de dollars, et le pays est depuis 1985 inéligible au FMI, donc privé de crédits internationaux.

En dépit des victoires remportées, et de la division des rebelles, l'armée piétine dans le Sud et subit de lourdes pertes. La guerre continue de ponctionner lourdement le budget et les richesses du Sud ne peuvent pas être remises en exploitation.

Tous les grands projets sont au point mort ; dans le domaine agricole, le régime essaie de relancer la production cotonnière, après deux récoltes avortées de blé.

Mais Port-Soudan, le poumon du pays, demeure léthargique, ce dont les responsables rejettent la faute sur un blocus international qui serait orchestré par les États-Unis.

Isolement et prosélytisme

L'échec économique, politique et social s'accompagne d'une faillite éclatante dans le domaine moral et religieux.

La propagande des médias et des organisations de masse n'a pas de prise sur une population confrontée à une réalité bien éloignée des discours galvanisateurs.

Les mosquées échappent au contrôle du FNI ; la Grande Mosquée de la Mahdiya, à Omdourman, a bien été confisquée comme patrimoine historique national, l'imam des Ansar el-Sunna, tout comme Sadiq el-Mahdi, ont bien été emprisonnés en 1994, mais sans autre résultat que de rendre manifestes l'irritation et le dépit du régime devant la résistance des forces religieuses. De même, le mitraillage de la foule lors de la prière du vendredi, dans une mosquée d'Omdourman, par des activistes islamistes étrangers, a définitivement convaincu l'opinion du caractère aventureux et irresponsable du militantisme du régime.

Pourtant, alors que Hassan el-Tourabi se charge de présenter aux médias occidentaux et aux chercheurs, une image avenante d'un islam moderniste, articulé autour des préoccupations universelles de l'heure, les «durs» du régime comme Ghazi Salah ed-Dine, le ministre d'État à la présidence, ou Ali Osman Mohamed Taha, le ministre de la «Planification sociale», se font fort de persévérer dans la voie choisie.

Pour ces «idéologues», l'Occident a épuisé tous les moyens de rétorsion dont il dispose, et l'ostracisme dont le pays est victime doit faciliter l'apparition de l'homme islamique nouveau, régénéré. Il est aussi urgent d'aider d'autres pays du monde arabe ou d'Afrique noire à rejoindre le camp du Soudan et briser l'étau qui l'enserme. C'est dans cette perspective qu'outre l'hospitalité et le soutien apportés aux militants islamistes arabes, le Soudan déploie une intense, quoique discrète, activité, pour semer de Zanzibar au Sénégal, les ferments de sa prédication anti-occidentale, par le biais de l'Institut islamique arabo-africain ou du Conseil pour l'amitié populaire Internationale.

Le Tchad, livré à l'ethnie Zaghawa d'Idriss Deby, est déjà dans l'orbite de Khartoum, qui en contrôle les services de sécurité et les douanes. D'autres voisins, comme l'Érythrée, l'Éthiopie, le Kenya et l'Ouganda, sont eux-mêmes la cible directe de mouvements subversifs islamistes fomentés par Khartoum (Failaka islamiya en Érythrée, Front islamique de libération de l'Oromo en Éthiopie...).

En Occident, seule la France se singularise par une attitude compréhensive à l'égard de Khartoum. Cette politique dénuée de principes, condamnée par ses partenaires européens et américains, est très mal ressentie par l'opinion soudanaise informée.

Bien qu'elle se veuille une prise en compte réaliste de la poussée de l'Islam politique dans l'aire arabo-musulmane, elle fait fi de la double évidence de l'échec de l'expérience soudanaise, même si ce régime devait encore se maintenir au pouvoir, et du caractère très douteux de ses prétentions islamiques.

